



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°154 19 AVRIL 2019

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

323 M USD DE LA  
BADEA DESTINES A  
LA CONSTRUCTION  
DES ROUTES DANS  
LES PAYS DU G5  
SAHEL

LE COUT DE LA  
DEGRADATION DU  
LITTORAL EN  
AFRIQUE DE  
L'OUEST

GHANA : LE  
GOUVERNEMENT  
ANNONCE UNE  
REDUCTION DES  
TAXES  
D'IMPORTATION

BURKINA FASO : 4  
PROJETS  
REMPORTES PAR  
DES ENTREPRISES  
FRANÇAISES DANS  
LE SOLAIRE

OUGANDA :  
SOLUTION  
D'IRRIGATION  
SOLAIRE  
DISTINGUEE PAR LE  
RENEWABLE

KENYA : LANCEMENT  
DE L'OFFRE DE MINI-  
RESEAUX SOLAIRES  
CONTAINERISES PAR  
SCHNEIDER ELECTRIC

MADAGASCAR :  
CROISSANCE DU PIB  
DE 5,2 % POUR  
2019 SELON LES  
ESTIMATIONS DE LA  
BANQUE MONDIALE

PRES DE 80 % DES  
MIGRATIONS  
AFRICAINES MOTIVEES  
PAR DES FACTEURS  
ECONOMIQUES OU  
SOCIAUX

SOMALIE :  
NOMINATION D'UN  
NOUVEAU  
GOUVERNEUR DE LA  
BANQUE CENTRALE



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Le coût de la dégradation du littoral en Afrique de l'Ouest

La Banque mondiale (BM) affirme, dans une étude publiée en mars 2019, que la dégradation du littoral (érosion, inondation, pollution...) coûte 3,8 Mds USD à l'Afrique de l'Ouest par an, soit l'équivalent de 5,3 % du PIB des 4 pays concernés par l'étude (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal et Togo). L'étude mentionne également plus de 13 000 décès en 2017 dus à ce phénomène et estime que la Côte d'Ivoire et le Bénin sont les plus affectés. Pour rappel, la BM a lancé en 2018 le programme de gestion des zones côtières d'Afrique de l'Ouest (WACA), qui concerne six pays de la région. A noter aussi que le littoral ouest-africain regroupe 20 M d'habitants et génère 56 % du PIB consolidé de la zone.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ 323 M USD de la BADEA destinés à la construction des routes dans les pays du G5 Sahel

La Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA) va financer 5 projets de construction d'infrastructures routières de 323,88 M USD dans les pays du G5 Sahel. Il s'agit des routes : (i) Djibo (Mali) – Baraboulé (Burkina Faso) pour un montant de 28,5 M USD ; (ii) Sandara – Nioro (Mali) pour 58 M USD ; (iii) Tidjikdja – Kiffa – Kankossa – Sélibabi – Khabou (Mauritanie) à raison de 62,8 M USD ; (iv) Keita – Tamashek – Kolloma – Tahoua (Niger) à 26,2 M USD ; (v) Liwa – Rig Rig et Ngouri – Mao (Tchad) à hauteur de 148,3 M USD. Cet appui de la BADEA s'inscrit dans la mise en œuvre du Programme d'Investissements Prioritaires d'un montant total de 1,9 Md EUR pour un portefeuille de 40 projets.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Près de 80 % des migrations africaines motivées par des facteurs économiques ou sociaux

Le rapport 2019 Mo Ibrahim révèle que près de 80 % des migrations africaines sont motivées par des facteurs économiques ou sociaux et souligne également que seuls 20 % des migrants en Afrique sont des réfugiés. Le rapport indique que ce phénomène est surestimé car, en 2018, les Africains ne représentaient que 14,1 % de la population migrante dans le monde, loin derrière l'Asie (41 %) et l'Europe (23,7 %). Par ailleurs, c'est la France qui accueille le plus grand nombre de migrants africains (10,5 %). Enfin, le rapport précise que les transferts des migrants représentaient 3,5 % du PIB du continent en 2018 et dépassaient le montant net de l'aide publique au développement en 2017.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Forum ouest-africain de développement des entreprises (AFRICALLIA 2019)**

La 6<sup>ème</sup> édition du Forum ouest-africain de développement des entreprises (AFRICALLIA 2019) se tiendra du 12 au 14 juin prochain à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Les Chambres de commerce et d'industrie du Burkina Faso et de Côte d'Ivoire ont commencé les préparatifs de ce grand rendez-vous qui réunira des hommes d'affaires africains et du monde entier. Paris a été la 1<sup>ère</sup> étape de la campagne de lobbying des organisateurs qui escomptent 700 participants. C'est la première édition dans le cadre de l'organisation alternée de cet évènement créé par la chambre de commerce burkinabé en 2010.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Le chef d'Etat égyptien en tournée en Afrique de l'Ouest du 7 au 12 avril**

Le chef d'Etat égyptien Abdel Fattah al-Sissi a effectué une tournée en Afrique de l'Ouest (Guinée, Côte d'Ivoire et Sénégal) du 7 au 12 avril. Ce déplacement s'inscrit dans le cadre de la volonté de l'Égypte d'intensifier ses relations économiques avec la région ouest-africaine. Au programme, une série d'entretiens bilatéraux avec ses homologues. Plusieurs accords et mémorandums d'entente ont été signés, portant notamment sur la coopération commerciale, la coopération technique dans la gestion des ressources en eau, la formation, la protection de l'environnement et l'assistance mutuelle administrative et douanière.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

▼ **World Economic Outlook du FMI d'avril 2019 : ralentissement de la croissance régionale**

Les projections de croissance du PIB pour le Libéria (0,4 %, -4,1 pdp), le Nigéria (2,1 %, -0,2 pdp) et la Sierra Leone (5,4 %, -0,1 pdp) ont été revues à la baisse par rapport à octobre 2018. La croissance estimée pour le Ghana, en hausse, est la plus élevée du continent (8,8 %, +1,2 pdp). Les estimations d'inflation ont diminué pour le Nigéria (11,7 %, -1,8 pdp) et le Libéria (22,3 %, -2,2 pdp), au contraire du Ghana (9,1 %, +1,1 pdp) et de la Sierra Leone (15,8 %, +2,7 pdp). Les déficits des balances courantes du Ghana (-3 %, +1 pdp) et de la Sierra Leone (-10,9 %, +3,2 pdp) seront moins importants que précédemment estimés, contrairement à ceux du Libéria (-23,6 %, -2,2 pdp) et du Nigéria (-0,4 %, -1,4 pdp).

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ Révision des chiffres de la croissance à l'occasion du rapport *World Economic Outlook (WEO)* d'avril 2019

Les chiffres de la croissance ont été révisés pour plusieurs pays de la région par rapport à la dernière version du *WEO* d'octobre 2018. Le PIB tanzanien ne croît notamment plus que de 4,0 % en 2019 contre 6,6 % précédemment. Une dynamique baissière alimentée par la détérioration du climat des affaires et d'importants retards dans la réalisation des projets d'infrastructure portés par la présidence. La récession qui touche le Soudan s'aggraverait avec les troubles politiques en cours. La révision est substantielle pour le Soudan du Sud, marqué par l'accord entre S. Kiir et R. Machar fin 2018, constituant une étape importante vers la paix. Prise dans son ensemble, la région devrait connaître une croissance de 5,2 % pour 2019 après 5,4 % en 2018. La Communauté des Etats d'Afrique de l'Est, dont le PIB équivaut à un peu plus de la moitié de celui de la région, devrait croître à un rythme 5,4 % cette année.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Cap-Vert : maintien du taux de chômage et baisse du taux d'emploi en 2018

Selon l'Institut des statistiques, le taux de chômage est stable à 12,2 % en 2018. Il demeure plus élevé chez les jeunes de 15 à 24 ans (27,8 %), mais diminue par rapport à 2017 pour cette catégorie (32,4 %). Le taux d'emploi s'est établi à 48,8 % contre 51,9 % en 2017. La population active est estimée à 195 000 personnes, en baisse de 8 775 personnes par rapport à 2017, malgré une hausse de la population de 15 ans et plus. Trois jeunes de 15 à 34 ans sur 10 sont sans emploi et ne fréquentent pas d'établissement d'enseignement ou de formation. Le taux de sous-emploi est estimé à 14,7 %.

✉ [lucile.porte@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.porte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : remise du plan triennal d'investissement de l'Office national de l'eau potable

L'Office national de l'eau potable (ONEP) a organisé la restitution de son plan stratégique triennal pour la période 2019-2021. L'objectif principal est de desservir 95 % de la population en eau potable en 2020, contre 65 % aujourd'hui. Pour cela, l'ONEP escompte 4 Mds EUR d'investissements dans le secteur de l'eau potable.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : *Moody's* reporte sa décision sur la notation de la dette souveraine et publie un rapport confortant le niveau « investissement » actuel

L'agence de notation *Moody's* a reporté son évaluation du risque souverain sud-africain, initialement attendue pour le 29 mars, maintenant ainsi par défaut la notation souveraine à Baa3 avec une perspective stable, soit le premier niveau de la catégorie « investissement ». Elle a publié le 2 avril un avis de crédit (qui ne constitue pas une décision de notation) concluant sur une situation économique et budgétaire comparable à celle des autres pays classés en Baa3. Les différences notables depuis le précédent rapport d'octobre selon l'agence sont (i) la matérialisation du risque posé par l'entreprise *Eskom* sur le ratio de dette sur PIB (ii) la révision à la hausse de la prévision de dette publique, à 65 % du PIB d'ici 2023 (iii) la consolidation des atouts de l'économie (augmentation de l'investissement domestique due à un système financier sophistiqué, un cadre macroéconomique stable et des institutions solides).

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : La balance commerciale affiche un excédent de 4 Mds ZAR en février (250 M EUR)**

En février, le solde de la balance commerciale a enregistré un excédent de 4 Mds ZAR (250 M EUR), après un déficit de 13 Mds ZAR au mois précédent. Ces bons résultats sont attribuables à l'augmentation significative des exportations (+11 % par rapport au mois précédent, en particulier de « véhicules automobiles ») couplée à une baisse des importations (-7 %, principalement au sein de la catégorie « machines et matériel électronique »).

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Angola : La Banque nationale d'Angola annonce une réduction des frais sur les opérations en devises**

Le gouverneur de la Banque nationale d'Angola, M. José de Lima Massano, a annoncé la mise en place d'une mesure de réduction des frais et commissions appliqués sur les transactions en devises étrangères. Cette mesure est le résultat d'un travail réalisé conjointement avec les banques commerciales angolaises. Un document fixant des limites maximales pour les commissions, les coûts de transaction et la marge de change a également été rédigé lors de la réunion de la Commission économique du Conseil des ministres.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Botswana : le PIB progresse de 4,1 % au dernier trimestre 2018 et de 4,5 % sur l'année 2018**

Au quatrième trimestre 2018, le PIB botswanais a progressé de 4,1 % par rapport à la même période l'an passé, contre une augmentation (révisée à la baisse) de 4 % au trimestre précédent. Deux secteurs ont principalement contribué à la croissance ce trimestre : celui des mines (en augmentation de près de 14 %) et des « commerce, hôtels et restaurants » (+7 %) qui représentent respectivement 16 % et 20 % du PIB. Sur l'ensemble de 2018, la croissance s'élève à 4,5 % contre 2,9 % en 2017

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Namibie : le taux d'intérêt directeur est maintenu à 6,75 %**

Le 10 avril, le comité de politique monétaire de la Banque centrale a annoncé que le taux directeur resterait inchangé à 6,75% en raison de la bonne trajectoire de l'inflation. Cette décision vise également à maintenir la parité entre le dollar namibien et le rand dans le cadre de la *Common Monetary Area*. En 2019, la Banque centrale table toujours sur une sortie de récession. Par ailleurs, les réserves de change s'élevaient à 32,6 Mds NAD (2,1 Mds EUR) au 31 mars 2019, soit une légère augmentation par rapport au dernier rapport de politique monétaire (30,7 Mds NAD en janvier 2019). Ces réserves correspondent à une couverture de 4,3 mois d'importations, un niveau jugé suffisant par la Banque centrale pour soutenir la parité entre la monnaie locale et le rand.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : la Chine en tête des exportations et importations du Cameroun en 2018

Selon l'Institut national de la statistique, la Chine se positionne en tête des exportations et des importations réalisées par le Cameroun en 2018. Sur un total d'importations de 3 405,2 Mds FCFA en provenance de 189 pays (58,2 % d'importations vers 10 pays), la Chine est le 1<sup>er</sup> fournisseur du pays (18,5 %), suivi de la France (8,3 %). Idem pour les exportations : 23,9 % sont à destination de la Chine, 14,7% de l'Italie et la France occupe la 4<sup>ème</sup> position avec 6,3 %. Les principaux produits importés de Chine sont les machines et appareils mécaniques et électriques, ainsi que les ouvrages en fer ou en acier. Les produits exportés sont essentiellement les huiles brutes de pétrole, le bois brut, le bois scié, ainsi que le coton brut.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : la ministre des Finances envisage une revue graduelle du système de subventions aux carburants

En réponse à la recommandation du FMI de supprimer les subventions implicites aux carburants, la ministre des Finances Zainab Ahmed a admis le besoin de revoir cette politique, tout en indiquant que les conditions de sa mise en application restaient à définir. Les subventions aux carburants ont représenté 2 Mds USD en 2018 (0,6 % du PIB) alors que les revenus de l'Etat nigérian (8 % du PIB) et les dépenses sociales (1,7 % du PIB pour celles d'éducation) restent parmi les plus faibles du monde. De son côté, Christine Lagarde, la Directrice générale du FMI, a souligné le besoin de mettre en parallèle en place un système de protection sociale pour les personnes les plus fragiles.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : hausse de 8,5 % du stock de dette publique entre juin et décembre 2018

La dette publique des Etats fédéral et fédérés représentait l'équivalent de 79,4 Mds USD en décembre 2018 d'après le Bureau national des statistiques (+8,5 % par rapport à juin 2018). L'endettement externe a cru de 18 % sur la période, représentant 32 % du stock de dette total, principalement du fait de l'Etat fédéral. La dette externe était composée fin 2018 à 44,2 % de prêts commerciaux (dont Eurobonds), à 43,6 % de prêts multilatéraux et à 12,2 % de prêts bilatéraux. A l'inverse de la dynamique au niveau fédéral, l'endettement des Etats fédérés (20 % du stock total) a été tiré par une hausse de 10,4 % des créances domestiques. L'Etat de Lagos représentait ainsi 34 % de la dette externe et 15 % de celle domestique.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : inflation en hausse à 11,1 % en mars 2019

Selon la *Central Statistics Agency*, l'indice des prix à la consommation serait en progression de 11,1 % en glissement annuel au mois de mars 2019, un record depuis octobre 2018, date à laquelle il progressait de 12,1 %. L'inflation atteint 11,4 % sur les biens alimentaires et 10,8 % hors alimentation.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : croissance du PIB de 5,2 % pour 2019 selon les estimations de la Banque mondiale**

Dans sa dernière note de conjoncture économique, la Banque mondiale confirme la bonne tenue de l'économie malgache avec une croissance du PIB estimée à 5,2 % en 2018 et en 2019 (en accord avec le WEO, cf. *supra*). En 2018, la croissance a été tirée par le secteur agricole et les services, dans un contexte de maîtrise de l'inflation et du déficit budgétaire. De plus, le niveau des réserves a atteint un record historique de 4,3 mois malgré des ralentissements dans les secteurs touristique et manufacturier. Dans cette note, la Banque mondiale préconise la réduction des subventions à la *Jirama* (entreprise publique d'électricité et d'eau). Elle recommande la réduction des subventions sur le prix du carburant par la mise en place d'une tarification durable reposant sur la baisse des coûts fixes d'importation et de distribution de carburants ainsi qu'une meilleure concurrence des prix dans le secteur pétrolier.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Guinée : BSGR condamnée à payer 1,25 Md USD à Vale

BSGR (entreprise du milliardaire franco-israélien Benny Steinmetz) avait acquis avec le gouvernement de la transition guinéenne en 2009 la moitié du gisement de fer du Mont Simandou, considéré comme le gisement de fer le plus riche au monde. Par la suite, une joint-venture a été formée entre BSGR et l'entreprise brésilienne Vale pour exploiter le gisement. En 2010, cette acquisition, jugée « frauduleuse » par le Président Alpha Condé, a été annulée et l'affaire portée devant les tribunaux internationaux qui ont condamné BSGR. La joint-venture se trouvant de facto éclatée, Vale s'est retournée contre son associé BSGR en portant l'affaire devant le tribunal d'arbitrage de Londres, qui vient de condamner BSGR à lui payer 1,25 Md USD d'indemnités.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : baisse du climat des affaires dans le secteur manufacturier en mars

En mars, le *Purchasing Manufacturer's Index* (PMI) de la banque Absa, qui mesure l'activité du secteur manufacturier, a diminué pour le troisième mois consécutif à 45 points – après 46,2 en février et 49,9 points en janvier. Cinq catégories sur sept ont enregistré une diminution, notamment le montant des commandes et l'activité des entreprises. De la même manière, sur la même période, l'indice PMI de la *Standard Bank* a été rabaissé à 48,8 points, alors qu'il se trouvait encore le mois précédent au-dessus de la barre des 50 points qui indique une expansion du secteur manufacturier.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : le gouvernement annonce une réduction des taxes d'importation

Le gouvernement a décidé d'abaisser les droits à l'importation, en réduisant la valeur douanière de référence pour les marchandises de 50 % (30 % pour les véhicules automobiles). La mesure, qui répond aux besoins exprimés par les syndicats d'importateurs ghanéens, devrait permettre de rendre le port de Tema plus compétitif par rapport à ses concurrents régionaux (Lomé, Dakar et Abidjan). Le Vice-président ghanéen Mahamudu Bawumia a aussi réitéré sa promesse de faire diminuer le taux de contrôle des containers de 90 % à 10 % afin de fluidifier les opérations portuaires. Enfin, d'autres mesures de réduction et d'abolition de taxes ont été annoncées, mais elles devront être auparavant soumises à l'accord du Parlement.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : la vente d'*Etisalat (9mobile)* à *Teleology Nigeria Ltd* est annulée par la justice**

La décision de la Haute Cour fédérale d'Abuja fait suite à une requête déposée en avril 2018 par deux actionnaires d'*Etisalat Nigeria* qui se disaient exclus du processus décisionnel et souhaitaient récupérer leur investissement (43 M USD). Elle intervient alors que *Teleology Holdings* a annoncé en début d'année son retrait de *Teleology Nigeria Ltd*, la co-entreprise formée pour acquérir la majorité de la société télécom. Pour rappel, *Teleology Nigeria Ltd* avait remporté un appel d'offre en novembre 2018 pour le rachat d'*Etisalat Nigeria*, 4<sup>ème</sup> opérateur de téléphonie mobile au Nigéria avec 9,5 % de parts de marché et un peu plus de 16 M d'utilisateurs.

✉ [pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Somalie : nomination d'un nouveau gouverneur de la Banque centrale**

Abdirahman Mohamed Abdullahi a été nommé gouverneur de la Banque centrale de Somalie, succédant ainsi à Bashir Issa Ali, à ce poste depuis 2014. Titulaire d'une maîtrise en finance et opérations bancaires internationales (MSC) de l'Université *John Moores* en Angleterre, Mohamed Abdullahi a débuté sa carrière en 1986 en tant qu'agent des impôts au ministère des Finances somalien. Puis, il a travaillé en Norvège, au Royaume-Uni, au Yémen et dans les pays de la Corne de l'Afrique dans les secteurs public et privé. Avant sa nomination, il occupait le poste de Conseiller économique attaché au Premier ministre. A la tête de la Banque centrale, il aura notamment pour charge d'assurer la continuité des relations avec les bailleurs, dans un contexte où le pays est engagé dans des réformes financières et monétaires devant lui permettre d'arriver au point d'achèvement de l'initiative PPTE visant à alléger sa dette souveraine.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENT

---

### ▼ Côte d'Ivoire : bouclage du financement du projet aurifère de Yaouré

L'entreprise australienne *Perseus mining* a annoncé la finalisation du plan de financement de sa mine d'or de Yaouré. Un consortium de trois banques (Société Générale, *Macquarie Bank* et *Nedbank*) apportera un prêt syndiqué de 133 M EUR. La production devrait débuter en décembre 2020 et durer 8 ans et demi. Selon les estimations, la mine a la capacité de produire 1,36 M d'onces d'or sur sa durée de vie. Le coût global de l'investissement est estimé à environ 263 M USD. Pour mémoire, le secteur minier ivoirien a généré un chiffre d'affaires de 887 M EUR en 2018, soit une hausse de 8 % par rapport à 2017. Les prévisions de production minière sont également positives.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : la Banque Islamique de développement (BID) accorde près de 30 M EUR pour l'éducation des enfants

Le président de la BID et le ministre des Finances ont procédé à la signature d'un accord de financement estimé à 30 M EUR, en marge de la 44<sup>ème</sup> réunion annuelle de la banque qui s'est tenue du 4 au 6 avril 2019 au Maroc. L'enveloppe est destinée au projet PACETEM (Programme d'accès à l'éducation pour tous les enfants au Mali) et vise à soutenir les efforts du gouvernement face aux besoins en matière d'éducation. Selon le ministre des Finances, cette initiative permettra de scolariser 596 597 enfants sur la période 2018-2021. Pour mémoire, le portefeuille de la BID au Mali se chiffrait à 583 M EUR et se composerait d'une vingtaine de projets et programmes.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : la France apporte une aide alimentaire d'un montant de 1,5 M EUR pour 2019

L'insécurité, les conflits et les aléas climatiques provoquent des déplacements de population et impactent la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance d'environ 3 M de personnes. Selon le Ministère de la santé, 660 000 enfants seraient affectés par la malnutrition aiguë en 2019, dont 500 000 atteints de malnutrition aiguë modérée et 160 000 de malnutrition aiguë sévère. Le financement français sera alloué à deux projets portés, d'une part, par le PAM et l'UNICEF et, d'autre part, par l'ONG Solidarités International au bénéfice de 65 432 enfants dans les régions de Mopti et Tombouctou.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Togo : programme d'investissement du cimentier *Heidelberg*

La filiale CIMTOGO, détenue majoritairement par le cimentier allemand *Heidelberg Cement Group*, a annoncé mettre prochainement en œuvre un programme d'investissement privé de l'ordre de 16 Mds FCFA (plus de 24 M EUR) pour l'installation d'une nouvelle broyeuse et d'une centrale solaire photovoltaïque. Pour mémoire, *Heidelberg* dispose d'une part de marché d'environ 60 % sur le marché togolais, devant le nigérian *Dangote* (30 % de pdm) et l'indien *Wacem* (10 %).

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : une aide financière de 190 M USD (100,7 Mds FCFA) de la Banque mondiale pour la réforme de l'éducation et le développement des problèmes sociaux

Le Cameroun et la Banque mondiale ont signé quatre accords-cadres le 9 avril 2019 à Washington en marge des réunions de printemps des conseils des gouverneurs du groupe Banque mondiale et du FMI. Ces accords sont relatifs au financement de deux projets de développement au Cameroun, 60 M USD destinés au projet « filets sociaux » et 130 M USD destinés au projet d'appui à la réforme de l'éducation (Pare).

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : les travaux routiers de *Sinohydro* débutent à Tamale

Le président Nana Akufo-Addo a inauguré le lancement de la construction d'un échangeur à Tamale par l'entreprise chinoise *Sinohydro*, dans le cadre de l'accord de troc de 2 Mds USD passé en 2018. Au total, 1,5 Md USD est prévu pour la construction de plus de 1 700 km de routes et d'autres infrastructures routières (échangeurs et ponts métalliques). Les 500 M USD restants seront consacrés à des travaux d'électrification en zone rurale, au développement de sites d'enfouissement de déchets, de parcs industriels et de bâtiments pour l'autorité judiciaire. En 2021, à l'issue de la période de grâce prévue dans l'accord, l'Etat devrait commencer à rembourser le coût des travaux en nature avec de la bauxite raffinée.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : la start-up ghanéenne de santé *M-Pharma* obtient un don de 1,5 M USD de la fondation américaine *Skoll*

Le prix récompense chaque année cinq entreprises sociales. *M-Pharma* fournit aux établissements de santé des médicaments en temps réel et à des prix compétitifs à l'aide d'une chaîne logistique sécurisée. Aujourd'hui présente au Nigeria, au Ghana, en Zambie et au Zimbabwe, *M-Pharma* souhaite renforcer l'accessibilité aux médicaments dans les pays à revenus intermédiaires et inférieurs, où les populations, exposées à la contrefaçon, ne disposent ni d'un niveau de vie ni d'une protection sociale suffisants pour se soigner. Depuis sa création en 2013, elle a levé plus de 20 M USD de capital et a récemment racheté la seconde chaîne pharmaceutique du Kenya, *Haltons*.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : l'Union européenne finance de nouveaux projets dans les énergies renouvelables et l'off-grid**

*PAS Solar Limited*, entreprise britannique de kits solaires, a obtenu 10 M USD de crédits de la Plateforme de performance des énergies renouvelables (REPP) et de l'Initiative pour le financement de l'électrification (ElectriFI). La première a été créée par la Banque européenne d'investissement et le Programme des Nations unies pour l'environnement, et financée par le département britannique de l'Energie et de la Stratégie industrielle. La seconde est un fonds d'investissement, financé notamment par la Commission européenne, qui soutient le secteur privé pour la fourniture d'électricité dans les zones desservies. *PAS Solar* envisage de distribuer 35 000 kits à 132 500 personnes sur 5 ans.

✉ [pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Libéria : 2,7 M USD de dons de l'Etat japonais en soutien au secteur de la santé**

La signature de l'accord de financement s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères libérien et de l'Ambassadeur japonais au Liberia. Les 2,7 M USD de dons serviront à fournir de l'équipement médical dans les principaux établissements spécialisés du pays. Pour rappel, le budget 2018-2019 du Libéria prévoit une allocation totale de 81,7 M USD en faveur du secteur de la santé, soit 14,3 % du total. Au sein de cette allocation, les dons et subventions représentent 22,7 % de l'ensemble (18,4 M USD). Selon la Banque mondiale, le pays compterait 298 médecins pour une population de 4,7 millions d'habitants.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : le gouvernement approuve l'allocation de 100 Mds NGN pour le projet de route Est-Ouest**

Selon le ministre en charge des affaires du Delta du Niger Usani Uguru Usani, l'*Exim Bank of China* aurait également accepté d'apporter 500 M USD, l'Etat fédéral versant un financement de contrepartie. Le projet routier Est-Ouest a débuté en 2006 et vise à réhabiliter la chaussée existante et en construire une deuxième. D'un coût estimé à 2 Mds USD, cette double voie de 657 km reliera Calabar (État de Cross River) à Warri (État du Delta du Niger). Pour rappel, le ministre des Transports Rotimi Amachi a estimé à près de 40 Mds USD le besoin d'investissement du Nigéria en infrastructures ferroviaires.

✉ [barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr](mailto:barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sierra Leone : plus de 1 Md USD restent à trouver pour financer le Plan national de développement 2019-2023**

Le Plan national expose les grandes orientations stratégiques du gouvernement en matière de développement à moyen terme. Le besoin de financement total est estimé à 8,2 Mds USD. Les ressources potentiellement mobilisables atteindraient 6,6 Mds USD, dont 3,9 Mds USD serviraient directement à financer le programme de développement, le reste étant utilisé pour les dépenses courantes de l'Etat (y compris le service de la dette). Selon les estimations, 500 M USD supplémentaires pourraient être mobilisés pour combler en partie l'écart de financement, grâce à une meilleure efficacité des finances publiques, une participation accrue du secteur privé et des partenaires extérieurs.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Rwanda : don de 9 M USD de l'USAID au Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM)**

A travers son programme *Food for Peace*, l'USAID a octroyé un don de 9 M USD au PAM pour le maintien d'une assistance alimentaire et nutritionnelle pour des réfugiés congolais et burundais vivants dans six camps du Rwanda. Cette subvention intervient à un moment critique où les besoins humanitaires ne cessent de croître, alimentés par les conflits et le changement climatique. En avril 2019, le Rwanda compte plus de 79 000 réfugiés et demandeurs d'asile congolais, principalement originaires des zones touchées par le conflit de la province du Nord-Kivu. De plus, suite aux violences de 2015, plus de 70 000 Burundais ont trouvé refuge au Rwanda. Regroupés dans des camps, ces réfugiés sont dépendants de l'aide humanitaire pour faire face à leurs besoins essentiels.

✉ [philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : dinancement de 1,7 Md USD de la Banque mondiale en faveur de divers projets**

Le gouvernement tanzanien et la Banque mondiale ont conclu des accords de financement d'un montant total de 1,7 Md USD pour la mise en œuvre de différents projets dans les secteurs suivants : l'éducation (prêt de 400 M USD), la réduction de la pauvreté (prêt de 300 M USD), les infrastructures, les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les énergies.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Bénin : la société Sobetri rachète deux usines de décortiquage de riz

Le gouvernement avait décidé de l'arrêt des activités de deux rizeries (Glazoué et Malanville) en octobre 2016 afin d'enclencher ultérieurement une réhabilitation de ces usines. Après le rejet de l'appel d'offres d'août 2017, l'Etat s'est engagé dans une procédure de gré à gré avec l'entreprise Sobetri. Le Conseil des ministres du 10 avril 2019 a autorisé la société à racheter ces deux usines moyennant une offre globale de reprise comprenant un ticket d'entrée de 2,3 M EUR, une mise aux normes internationales, un investissement de 15,2 M EUR pour la rénovation et l'extension des activités et une promesse d'investissement de 22,8 M EUR pour la construction de deux nouvelles rizeries dans la vallée de Ouémé.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Ethiopie : reprise de la construction de l'usine sucrière Tana Beles I par China CAMC Engineering

L'entreprise *China CAMC Engineering* s'est vue attribuer un contrat de 95 M USD pour finaliser la construction de la sucrerie Tana Beles I. La sucrerie, qui appartenait à *MetEC*, a été rachetée par l'entreprise publique *Ethiopian Sugar Corporation* en septembre 2018. Cette entreprise chinoise a également construit la sucrerie Omo-Kuraz III (8<sup>ème</sup> sucrerie du pays) et a finalisé la construction de celle de Welkait.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Kenya : investissement d'une société irlandaise dans l'alimentation animale

La société irlandaise *Devenish Nutrition* vient d'acquérir 42 % du capital de la société kenyane *Sidai Africa* pour 2 M EUR. *Sidai Africa* est une société spécialisée dans la fourniture d'intrants pour l'élevage (aliments, minéraux, vitamines, vaccins, etc...). Créée en 2011, cette société emploie 120 personnes et dispose d'un réseau de distribution de 11 magasins et 87 franchises. Cet investissement permettra un transfert de technologie, une amélioration de la qualité des produits et une extension des services offerts par la société.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Burkina Faso : 4 projets remportés par des entreprises françaises dans le solaire

En marge de la 3<sup>ème</sup> édition de la semaine des énergies et énergies renouvelables d'Afrique (SEERA 2019) à Ouagadougou, du 4 au 6 avril 2019, qui abritait également le Salon international des énergies renouvelables d'Ouagadougou (SIERO), 4 projets sur 5 ont été remportés par des entreprises françaises : Quadran, en groupement avec le belge Soltech et le burkinabè Syscom pour les centrales de Zano (20 MW) et de Dédougou (15 MW) ; Urbasolar pour la centrale de Pâ (30 MW) ; Africa-Ren, filiale de Greenwish Partners, pour la centrale de Kodéni (30 MW) ; Green Yellow, filiale du groupe Casino, pour la production de 30 MW à Ouagadougou. Le 5<sup>ème</sup> projet a été attribué à la compagnie financière belge Naange (30 MW).

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : BP attribuée à KBR un contrat Pré-FEED du projet de GNL Grand Tortue Ahmeyim (GTA)

Il s'agit d'un contrat d'ingénierie d'avant-projet détaillé (Pré-FEED) pour les phases de développement 2 et 3 de GTA. Les deux phases permettront d'augmenter la capacité de livraison de gaz supplémentaire à partir d'un système sous-marin en eau très profonde, connecté à des plateformes de traitement de gaz en eau moyenne. Le gaz sera ensuite transféré vers des installations de prétraitement et de GNL offshore situées au cœur de la phase 1. A noter que KBR avait déjà obtenu en août dernier le contrat FEED pour la phase 1 du projet.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : l'État et GoviEx souhaitent développer l'uranium de Madaouela

L'État et la compagnie minière canadienne *GoviEx Uranium* ont signé un mémorandum afin de développer conjointement le projet d'uranium de Madaouela. Le gouvernement devrait acquérir 10 % d'intérêts dans le projet contre un investissement de 14,5 M USD. Cette participation portera à 20 % les intérêts de l'État, qui détenait déjà 10 % d'intérêts passifs exempts d'investissement dans le projet. En outre, la zone couverte par le permis d'exploitation de Madaouela sera agrandie pour inclure les ressources minérales découvertes par *GoviEx* sur la licence Agaliouk. Les accords font également état d'une réduction d'impôts pour la compagnie jusqu'à ce qu'elle trouve un financement pour la construction et le développement du projet.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Kenya : lancement de l'offre de mini-réseaux solaires containerisés par *Schneider Electric***

Assemblée au Kenya, la solution « *Villaya Emergency* » de *Schneider Electric* consiste en un mini-réseau solaire-batteries de 10 kW, soit une puissance suffisante pour alimenter un petit village, un centre de soin ou une école. Avec cette offre de mini-réseaux containerisés, *Schneider Electric* vise particulièrement les ONG travaillant dans les camps de réfugiés en Afrique de l'Est, notamment au Kenya, en Ouganda ou encore en RDC.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ouganda : Solution d'irrigation solaire distinguée par le *Renewable Energy Challenge Fund***

*GrowFast*, la solution d'irrigation solaire *pay-as-you-go* développée par l'entreprise *Azuri Technologies* qui opère dans l'électrification rurale, a remporté le *Renewable Energy Challenge 2019*. Ce concours, organisé par la Suède et le programme *CleanStart* des Nations Unies, attribue des subventions de 100 000 à 500 000 USD aux lauréats. A la suite de ce concours, l'entreprise déploiera sa solution d'irrigation auprès de 200 000 fermiers ougandais, qui pourront également bénéficier de ses offres d'assurances contre les pertes de récoltes.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## Services

### ▼ Burkina Faso : bilan 2018 de la filiale burkinabé de *Bank of Africa*

Le directeur général de la BOA-Burkina Faso Faustin Amoussou a annoncé un résultat net de 17,3 Mds FCFA (27,3 M EUR) au 31 décembre 2018, soit une hausse de 36 % par rapport au résultat de fin 2017. Le bilan total s'est établi à 790,8 Mds FCFA (1,2 Mds EUR), soit une augmentation de 5 % par rapport à 2017. Les dépôts de la clientèle se sont élevés à 569 Mds FCFA (867,5 M EUR), en augmentation de 8,2 %. En termes de part de marché sur les dépôts, l'établissement bancaire maintient sa troisième place avec 16,2 % derrière les banques burkinabè *Coris Bank* et panafricaine *Ecobank*.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : une nouvelle dynamique pour Sanofi

La multinationale française a annoncé le lancement, en collaboration avec les autorités sud-africaines concernées, plusieurs ONG et entrepreneurs locaux, d'un nouveau produit qui bouleversera l'approche contre la tuberculose dans le pays. Pour l'entreprise pharmaceutique, la coopération entre le secteur public et privé, ainsi que l'appui aux initiatives d'innovations locales sont ses stratégies phares pour construire un réseau de partenaires dans la lutte contre la tuberculose. Sanofi est l'une des seules multinationales pharmaceutiques produisant en Afrique du Sud. La filiale sud-africaine fournit principalement le secteur public et le supporte dans l'implémentation du NHI via l'amélioration de l'accès aux soins de santé.

✉ [maxime.Bieliaeff@businessfrance.fr](mailto:maxime.Bieliaeff@businessfrance.fr)

### ▼ Ethiopie : interruption des services ferroviaires entre l'Éthiopie et Djibouti suite à un accident

Le jeudi 4 avril, un train de marchandises éthiopien a déraillé près de Metehara suite à de fortes pluies. Trois wagons ont été renversés et trois autres ont subi des dommages mineurs. Depuis cet accident, les services ferroviaires entre l'Éthiopie et Djibouti sont interrompus.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : financement par le Crédit Agricole CIB (CA-CIB) du nouveau A350-900 d'*Ethiopian Airlines*

Dans le cadre d'un financement japonais en leasing avec option d'achat (JOLCO), CA-CIB a financé le nouvel A350-900 de la compagnie nationale *Ethiopian Airlines*. Il s'agit du troisième JOLCO conclu avec la compagnie aérienne en douze mois. L'appareil, livré le 5 avril à Toulouse, s'ajoute à la flotte de 109 appareils, dont 10 A350-900 d'*Ethiopian Airlines*. Au total, 24 A350-900 ont été commandés par la compagnie.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Côte d'Ivoire : recul du bénéfice net de SOLIBRA

Les résultats de l'année 2018 furent contrastés pour la Société de Limonaderies et des Brasseries d'Afrique (SOLIBRA), filiale ivoirienne du groupe français Castel. Alors que les ventes ont progressé de 5 % par rapport à 2017 pour atteindre 309 M EUR, l'augmentation des charges d'exploitation et financières a entraîné une baisse du bénéfice à 2 M EUR, soit trois fois moins qu'en 2017.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : lancement de la start-up *Glovo* en Côte d'Ivoire

La start-up espagnole Glovo sera bientôt opérationnelle à Abidjan. Appuyée par l'ambassade d'Espagne, les responsables de l'entreprise ont procédé au lancement officiel de la structure en Côte d'Ivoire. Son cœur de métier est le commerce en ligne et la livraison de biens.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : démarrage de l'opération de renouvellement des CNI par la société SEMLEX

Le Conseil des ministres a approuvé le contrat de partenariat relatif à la conception, au financement, à la mise en place et à l'exploitation du registre national des personnes physiques conclu le 8 avril 2019 avec la société belge SEMLEX. La durée de cette convention est de 12 ans. La société sera chargée de produire et de renouveler les cartes nationales d'identité. Le système est dimensionné pour produire au moins 36 millions de cartes pendant la durée du contrat, dont 12 millions pendant les deux premières années, afin de satisfaire aux besoins de renouvellement des cartes nationale d'identité venant à expiration à compter de juin 2019.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Sénégal : le ministère de l'Économie, des Finances et du Plan scindé en deux entités

Le nouveau gouvernement annoncé dans la cadre du second mandat du Président Macky Sall le 7 avril se traduit par une division du ministère de l'Économie, des Finances et du Plan en deux entités distinctes, avec d'un côté le ministère des Finances et du Budget, confié à Abdoulaye Daouda Diallo, précédemment aux Transports, et de l'autre le portefeuille de l'Économie, du Plan et de la Coopération, pour lequel a été choisi Amadou Hott, ancien vice-président de la BAfD en charge de l'énergie, du climat et de la croissance verte depuis 2016.

✉ [lucile.porte@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.porte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : Vera Songwe, secrétaire exécutive de la Commission des Nations unies pour l'Afrique (CEA) en visite officielle du 16 au 18 avril 2019

A l'initiative de la CEA, un forum de libre-échange africain se tient à Yaoundé du 16 au 17 avril 2019. Le forum a pour but de sensibiliser et d'informer les acteurs sur le contenu de l'accord instituant la zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC). Le Cameroun apparaissant comme la locomotive de la CEMAC, Vera Songwe a également pour mission de convaincre les autorités sur la nécessité de ratifier l'accord portant création de la ZLEC. Pour mémoire, le Cameroun a signé l'accord en mars 2018 à Kigali.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

